

RAPPORT **2025** D'ACTIVITÉ



SOMMAIRE

PAGE 5

ÉDITOS
Jean-Marie
Paintendre
Joël Kaigre



PAGE 6

PRÉSENTATION
D'HAMAP-
HUMANITAIRE



PAGE 8

PROJETS ET
ACTIVITÉS
EN AFRIQUE

- 9 Bénin
- 10 Burkina Faso
- 12 Comores
- 13 Guinée Conakry
- 14 Madagascar
- 16 Mauritanie
- 18 République démocratique du Congo
- 20 Sénégal
- 24 Tunisie

PAGE 26

PROJETS ET
ACTIVITÉS EN ASIE

- 27 Cambodge
- 28 Inde
- 29 Laos

PAGE 30

PROJETS ET
ACTIVITÉS
AUX CARAÏBES

- 31 Haïti



PAGE 32

PROJETS ET
ACTIVITÉS AU
MOYEN-ORIENT

- 33 Irak
- 36 Liban
- 40 Palestine



PAGE 42

PROJETS ET
ACTIVITÉS EN
EUROPE DE L'EST

- Ukraine



PAGE 44

RAPPORT
FINANCIER ET
UTILISATION
DES FONDS

Compte de résultats
exercice 2025
Bilan comptable 2025
Compte d'emploi
des ressources 2025
Utilisation des
ressources
par domaine
d'activité et par zone
géographique

PAGE 46

NOS PARTENAIRES

Partenaires locaux
Partenaires publics
Partenaires privés
Réseaux
d'appartenances



**JEAN-MARIE PAINTENDRE, PRÉSIDENT
DE L'ONG HAMAP-HUMANITAIRE**

Chers amies, chers amis,

Partageons une conviction et une lucidité qui marquent profondément cette année 2025. Car au-delà de notre engagement intact, le contexte dans lequel nous agissons n'a jamais été aussi exigeant pour le secteur humanitaire — et pour HAMAP en particulier.

Partout dans le monde, les crises se multiplient, s'enracinent et parfois s'oublient, tandis que les ressources se tendent, que les financements se complexifient et que s'ajoutent des contraintes sécuritaires.

Dans ce contexte difficile, notre responsabilité collective est d'autant plus grande. Elle nous impose de faire des choix, d'adapter nos modes d'action, d'innover sans jamais renoncer à nos principes. Elle nous oblige aussi à rester fidèles à ce qui fait la force d'HAMAP : une approche de terrain, au plus près des populations, fondée sur le partenariat local, la transmission de compétences et l'impact durable.

Face à ces défis, je veux saluer avec force l'engagement de nos équipes salariées, le professionnalisme de nos partenaires, la fidélité de nos bailleurs et l'énergie précieuse de nos bénévoles. Dans un environnement contraint, cette mobilisation est essentielle.

L'année 2025 nous rappelle que notre action doit être défendue, expliquée, soutenue. Mais elle confirme aussi une chose essentielle : malgré les obstacles, nous sommes utiles, nous sommes attendus par des populations fragilisées.

Plus que jamais, HAMAP continuera d'agir avec détermination, exigence et professionnalisme. Parce que derrière chaque projet, il y a des vies à protéger, des territoires à reconstruire et des avenir à rendre possibles.

Avec toute ma reconnaissance et mon engagement.



**JOËL KAIGRE, FONDATEUR
DE L'ONG HAMAP-HUMANITAIRE ET
PRÉSIDENT D'HONNEUR**

Agir est possible

Dans certaines régions du monde, accéder à l'eau potable n'est pas seulement difficile : c'est dangereux ! Des millions de mines antipersonnel, restes explosifs de guerres et engins explosifs improvisés, vestiges de guerres passées ou actuelles, continuent de mutiler et de tuer, empêchant l'accès aux puits, aux rivières et aux terres vitales. Ces armes silencieuses transforment un geste essentiel — boire, cultiver, vivre — en un risque permanent.

Agir est possible. L'ONG HAMAP-Humanitaire s'y emploie tous les jours en formant ses partenaires locaux, en sensibilisant les enfants et en aidant les populations ciblées par ces semailles mortelles.

Agir est possible. Soutenir les organisations qui déminent les sols et sécurisent l'accès à l'eau, c'est sauver des vies aujourd'hui et rendre l'avenir possible demain. Chaque don compte. Donner, c'est rendre la terre à ceux qui y vivent et l'eau à ceux qui en ont besoin.

Je compte sur vous, sur votre soutien et votre générosité. Merci

En 2025, nos actions dans 17 pays ont permis de soutenir environ 400 000 personnes via 32 projets.

Créée en 1999, HAMAP-Humanitaire est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) de solidarité internationale d'aide au développement.

Sa mission est de permettre aux populations d'accéder, de retrouver et de valoriser leurs ressources en terre et en eau. Face aux conflits et au changement climatique, HAMAP-Humanitaire soutient des organisations locales dans leurs projets de déminage

des territoires, d'accès à l'eau et à l'assainissement, d'agriculture, en promouvant une approche respectueuse de l'environnement. HAMAP-Humanitaire s'associe à d'autres organisations pour répondre en commun à des besoins essentiels tels que l'éducation et la santé.



NOTRE VISION

La vision d'HAMAP-Humanitaire est celle d'un monde libre de mines, où chacun accède à l'eau potable, et où chaque famille peut vivre et bénéficier des ressources de son territoire dans des conditions sociales et environnementales qui lui permettent un avenir décent et protégé.

NOTRE ENGAGEMENT

HAMAP-Humanitaire travaille toujours avec des partenaires locaux, organisations de la société civile, élus municipaux, régionaux ou entreprises locales et s'attache à renforcer leurs compétences pour qu'ils puissent pleinement exercer leurs rôles et leurs responsabilités, et interagir ensemble pour la durabilité des projets et services mis en œuvre. HAMAP-Humanitaire favorise la coopération entre les territoires de différentes régions du monde, permettant ainsi l'échange d'expériences et la compréhension partagée des enjeux planétaires.



NOS VALEURS

HAMAP-Humanitaire place les populations bénéficiaires au cœur de ses interventions. L'association veille à prendre en compte dans les projets menés avec ses partenaires, tous les acteurs dans leur diversité et leurs besoins spécifiques : genre, âge, origine ethnique, afin de ne pas reproduire ou engendrer d'inégalités, particulièrement pour les femmes. Cela suppose de s'assurer de la présence de celles-ci dans les instances de décision.

Consciente des effets dévastateurs du changement climatique, HAMAP-Humanitaire initie des actions spécifiques et innovantes de protection de l'environnement dans ses projets afin de permettre une préservation durable des ressources des communautés.



CETTE ANNÉE, VOTRE ENGAGEMENT A PERMIS D'AGIR

L'année 2025 s'inscrit dans un contexte particulièrement difficile pour le secteur de la solidarité internationale, marqué par de nombreuses réductions budgétaires et une diminution significative des financements disponibles. Cette situation a entraîné une baisse du

volume d'activités mises en œuvre et, par conséquent, des résultats globalement plus limités pour de nombreuses organisations du secteur.

Dans ce contexte contraint, l'engagement des partenaires a néanmoins permis de maintenir une action continue sur le terrain et d'obtenir des impacts concrets et significatifs.

Votre engagement à nos côtés a permis à :

320 191 personnes d'accéder à l'eau potable et à des services d'assainissement,

118 377 m² libérés, représentant environ la surface de **235 parcelles familiales**, permettant le retour sécurisé de communautés entières

61 429 personnes de bénéficier d'ateliers de sensibilisation aux risques liés aux mines

Nos opérations de déminage ont permis de sécuriser **une surface équivalente à 16 terrains de football et de neutraliser 422 engins explosifs**, soit plus d'un danger mortel éliminé chaque jour. Derrière ces chiffres, ce sont des vies protégées, des terres rendues aux communautés et des espaces à nouveau accessibles pour habiter, cultiver et reconstruire durablement.

Ces résultats illustrent la capacité des équipes et des partenaires à maintenir un impact significatif malgré un environnement contraint. Ils soulignent également, avec force, l'importance de préserver et renforcer les financements dédiés à la solidarité internationale afin de consolider ces acquis, d'amplifier les résultats obtenus et de répondre durablement aux besoins des populations les plus vulnérables.

NOMBRE DE PARTENAIRES

9 partenaires supportés en Action contre les mines en 2025

25 partenaires supportés en EAH en 2025

TOTAL : 34 PARTENAIRES

Nombre de pays d'intervention en 2025 : 17

Afrique



NOS PARTENAIRES LOCAUX : 2Mains // APIT Humanitaire-Développement // Association ACD // Association Azimut // Association pour le Développement de Timbi Touni en France (ADDTF) // // Commune de Ouéléni // Commune de Sandiara // Commune d'Itsahidi // Commune rurale d'Andranovondronina // Commune rurale de Basibasy // Commune d'Aplahoué // CULTUDE // Direction Régionale de l'Eau de l'Assainissement et de l'Hygiène d'Atsimo-Andrefana // Directions régionales de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, de l'éducation nationale et de la santé publique de la région Diana // Fondation des Amis du Père Norbert Mwishabongo (FAPMMN) // Gouvernorat de la région Atsimo-Andrefana // Gouvernorat de Ngazidja // Hopital de Panzi // Municipalité de Melloulech // Municipalité de Soliman // Programme National de Déminage Humanitaire et de Développement (PNDHD) // La Route de l'Espoir // Ran'Eau // Réponses au Sénégal // RONG // Société Nationale de Distribution et de Gestion de l'Eau (SONEDE)



BÉNIN

Le Bénin bénéficie d'une relative stabilité politique comparée à ses voisins, mais reste confronté à d'importants défis en matière d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, notamment dans les zones rurales et périurbaines. Les effets du changement climatique, marqués par des inondations récurrentes dans le sud du pays et des périodes de sécheresse dans le nord, fragilisent les infrastructures hydrauliques existantes et accentuent la vulnérabilité des populations. Malgré les efforts du gouvernement béninois et de ses partenaires, l'accès à l'eau potable demeure inégal : s'il est estimé à environ 80 % en milieu urbain, il chute fortement en milieu rural, où de nombreuses communautés dépendent encore de points d'eau non protégés.

L'accès aux services d'assainissement reste également limité, avec une forte proportion de ménages ne disposant pas de latrines améliorées, ce qui favorise la propagation de maladies hydriques telles que le choléra, la diarrhée et la typhoïde. Les pratiques d'hygiène, notamment le lavage des mains au savon, restent insuffisantes, souvent en raison du manque d'eau, de moyens financiers et de sensibilisation.

Ces carences structurelles impactent particulièrement les femmes et les enfants, qui sont les plus exposés aux risques sanitaires et aux charges liées à la collecte de l'eau. Dans ce cadre, HAMAP-Humanitaire intervient pour le renforcement de la coopération décentralisée entre les communes de Ramonville et Aplahoué d'une part, et de Tori Bossito et Mana d'autre part.

Au Bénin, la pratique de la DAL* reste fréquente, et le taux d'accès à l'assainissement en milieu rural est estimé à **10 %**



*Défécation à l'air libre

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU, L'HYGIÈNE ET L'ASSAINISSEMENT EN MILIEU SCOLAIRE, APLAHOUÉ

Dates de réalisation : 2024-2026

Descriptif

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est renforcé par la construction de 3 postes d'eau autonomes

Les bonnes pratiques de gestion de l'eau et d'hygiène sont adoptées par les élèves des 5 écoles ciblées et de l'orphelinat grâce à des sessions de sensibilisation

L'accès à l'assainissement est renforcé par la construction de latrines en milieu scolaire

Bénéficiaires : 1200 personnes

Partenaire local : Aplahoué

Budget total : 231 000€

Bailleurs : Agence de l'Eau Adour Garonne, Commune de Ramonville Saint-Agne, Ministère des Affaires Étrangères



Bloc de latrines – orphelinat Ange Sentinelle



BURKINA FASO

Le Burkina Faso demeure confronté à une crise sécuritaire et politique majeure, marquée par les coups d'État de 2022 et la persistance des attaques de groupes armés, notamment dans le Nord et l'Est du pays. Cette situation aggrave les besoins humanitaires et fragilise l'accès aux services essentiels. Par ailleurs, la suspension de l'aide publique française au développement en 2023 a accentué les difficultés de financement des actions humanitaires. Malgré ce contexte, HAMAP-Humanitaire et ses partenaires poursuivent leur mobilisation afin de répondre aux besoins des populations les plus vulnérables.



Seul 49 %
des personnes ont
accès à l'eau potable
en milieu rural

RENFORCEMENT DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE POUR LES 17 VILLAGES DE LA COMMUNE RURALE DE OUÉLÉNI

Dates de réalisation : 2022 – Suspendu
en 2023/2024 – Finalisation en 2025

Descriptif

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est renforcé par la construction de 3 forages

Les bonnes pratiques de gestion de l'eau et d'hygiène sont adoptées par les habitants de la commune de Ouéléni grâce à des sessions de sensibilisation

La formation de comités de gestion permet la pérennité du service de l'eau : création de comités de gestion et appui à la gestion locale

Bénéficiaires : 18 000 personnes

Partenaire local : Association ACD, Commune de Ouéléni

Budget total : Initial 237 189 € - Budget révisé : 81 239 €

Bailleurs : Région Bourgogne-Franche-Comté, Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, Commune d'Autun, Fondation Véolia



Enfants utilisant une borne fontaine à Ouéléni



Scannez ce
QR Code et découvrez
la vidéo en ligne !

Bien que l'école soit obligatoire, de nombreux enfants ne peuvent s'y rendre. Alors que près de 90 % des enfants sont scolarisés à l'école primaire, ils ne sont que 61,7 % à achever ce cycle.

De multiples raisons expliquent ce chiffre. D'une part, les familles sont souvent trop pauvres et ne peuvent assumer les frais afférents à la scolarité. De plus, en zone rurale, l'école n'est pas toujours une priorité pour les parents, qui comptent sur leurs enfants pour les aider à cultiver. D'autre part, certains enfants ont été scolarisés au cours préparatoire, dans lequel les classes sont souvent surchargées (80 à 100 élèves). De surcroît, l'enseignement se fait en français, langue qui n'est pas toujours parlée à la maison.



Jeunes enfants scolarisés dans un centre d'alphabétisation

CENTRES D'ALPHABÉTISATION PRIMAIRES ET PARRAINAGES POUR ENFANTS DESCOLARISÉS DANS LA VILLE DE KOKOLOGHO ET LES VILLAGES ENVIRONNANTS

Date de réalisation : Depuis 2009

Descriptif

Scolarisation complète des enfants dans cinq centres d'alphabétisation

Achat de fournitures et de matériel pédagogique

Suivi et formation des 5 enseignants

Sensibilisation des enfants aux bonnes pratiques d'hygiène et prévention contre le paludisme

Mise en place d'une cantine scolaire dans chaque centre d'alphabétisation

Parrainages pour des élèves au collège et au lycée

Bénéficiaires : 190 enfants

Partenaire local : Association

BEOOG NEERE

Budget total : total 15 000 € par an
Bailleurs : Dons privés, Amis d'HAMAP de Catalogne, Amis d'HAMAP des Yvelines, Fotovar



COMORES

En Union des Comores, de fortes disparités d'accès à la ressource en eau sont observées entre les îles. Sur la Grande Comore, la porosité du sol volcanique favorise l'infiltration des eaux de pluie et contraint la population à mobiliser les nappes souterraines.

L'augmentation de la demande en eau aux Comores, liée à l'accroissement démographique et au développement économique va engendrer une forte pression sur la ressource. A l'exception de la capitale Moroni, l'île de la Grande Comore ne dispose que de quelques réseaux collectifs d'eau potable, générant une grande difficulté d'accès à la ressource pour la population. De nombreux villages s'approvisionnent grâce au stockage des eaux de pluie dans des citernes ou ont recours à des livraisons par camion-citerne.



Scannez ce QR Code et découvrez la vidéo en ligne !

ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE 6 VILLAGES DE LA COMMUNE D'ITSAHIDI DANS LA RÉGION DU MBADJINI-EST

Dates de réalisation : 2022 – 2025



Réservoir de stockage de 250 m³ dans le village de Midjendjeni

Sur la Grande Comore, le taux d'accès à l'eau potable est **de 12 %**



Descriptif

Réhabiliter et étendre le réseau d'adduction, stockage et distribution d'eau potable des six villages à partir du forage GECEAU de Midjendjeni.

Sensibiliser les bénéficiaires aux enjeux liés à l'eau, à l'hygiène, et sensibilisation en France.

Créer et former un comité de gestion de l'eau capable d'assurer la gouvernance du réseau potable de façon autonome, permettant de pérenniser une délégation du service public de gestion de l'eau.

Bénéficiaires : 8 400 personnes

Partenaires locaux : Gouvernorat de Ngazidja, Commune d'Itsahidi, 2Mains

Budget total : 2 119 876 €

Bailleurs : Communauté urbaine de Dunkerque, Agence Française de Développement, Syndicat de l'eau du Dunkerquois, Agence de l'eau Artois Picardie, Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume, Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, Fondation EDF, Morlaix Communauté, Agence de l'eau Loire-Bretagne et Ambassade de France en Union des Comores



GUINÉE CONAKRY

“Château d'eau d'Afrique de l'Ouest” où prennent source les grands fleuves régionaux, la Guinée est réputée pour ses ressources en eau, souterraines ou de surfaces. Cependant, l'absence de gestion intégrée de cette ressource, la croissance démographique, le développement de nouvelles sources de pollutions, les effets des changements climatiques font peser de réelles menaces sur la qualité et la disponibilité de la ressource.

Les faibles capacités d'investissements et de gouvernance du secteur freinent le développement d'infrastructures d'accès à l'eau potable et d'assainissement, pourtant cause importante de maladies. C'est aussi une lourde charge pour les femmes et les enfants qui assument le plus souvent la corvée de transporter l'eau sur de longues distances.



Scannez ce QR Code et découvrez la vidéo en ligne !

EXTENSION DU RÉSEAU D'EAU DE LA COMMUNE DE TIMBI TOUNI

Dates de réalisation : 2022-2025



Habitante de Timbi Touni devant son nouveau branchement à domicile.



33 % de la population Guinéenne n'a pas accès à l'eau potable

Descriptif

Extension du réseau d'eau

Création de 10 bornes fontaines et 250 branchements privés

Mise en place d'un logiciel de facturation et de gestion du service de l'eau

Appui aux acteurs locaux dans la gestion du service de l'eau

Sensibilisation des usagers aux bonnes pratiques d'hygiène de l'eau et à la nécessité d'un paiement de l'eau permettant la pérennité du service de l'eau

Etude d'une possible duplication du projet à la commune voisine de Timbi Madina

Appui à la gestion du service

Bénéficiaires : 10 000 personnes

Partenaire local : Association pour le Développement de Timbi Touni en France (ADDTF)

Budget total : 375 170 €

Bailleurs : Syndicat des eaux d'Île de France (SEDIF)



MADAGASCAR

L'île de Madagascar bénéficie de contextes géologiques et de climats différents, impactant le niveau de disponibilité de la ressource en eau. Malgré des précipitations importantes sur une partie du pays, les zones sud et ouest de Madagascar sont impactées par des problématiques d'accès à la ressource en raison du changement climatique. Ces régions voient se raréfier les eaux de surfaces et le captage des eaux souterraines est la solution désormais priorisée.

L'accès aux services essentiels demeure compliqué pour une majorité de la population malgache, particulièrement en zone rurale, et son amélioration reste incertaine en raison des capacités limitées des pouvoirs publics.

EAU, BIODIVERSITÉ ET ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE NORD DE MADAGASCAR : AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE DANS LA COMMUNE RURALE D'ANDRANOVONDRINA - RANO MADIO BOBAOMBY

Dates de réalisation : 2024-2027



Formation des membres de l'association des usagers de l'eau (AUE), association communautaire gestionnaire des infrastructures d'accès à l'eau potable



**Seul
1 malgache
sur 2**
a accès à l'eau
potable

Descriptif

Le projet vise à améliorer durablement les conditions de vie des populations rurales à travers une approche intégrée combinant éducation, accès à l'eau potable, hygiène et assainissement, gouvernance locale et préservation de l'environnement.

En renforçant les infrastructures, les capacités des communautés et les pratiques quotidiennes, il contribue au développement humain, à la résilience des territoires et à la protection des ressources naturelles.

Principales activités

Renforcement des conditions d'apprentissage et des pratiques pédagogiques dans les écoles

Développement et réhabilitation d'infrastructures hydrauliques permettant d'élargir la couverture en eau potable

Appui aux structures communautaires et aux acteurs locaux pour améliorer la gestion, l'exploitation et la pérennisation des services d'eau et des équipements collectifs.

Sensibilisation des populations et amélioration des pratiques d'hygiène dans les ménages, les établissements scolaires et les centres de santé. Mise en œuvre d'actions de préservation des ressources en eau et des écosystèmes locaux, tout en renforçant la résilience des communautés face aux effets du changement climatique.

Bénéficiaires : 5 000 personnes

Partenaire local : Association Azimut, Directions régionales de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, de l'éducation nationale et de la santé publique de la région Diana, Commune rurale d'Andranovondronina
Budget total : 150 000 € (Phase 2)
Bailleurs : Agence de l'eau Artois Picardie, Syndicat des Eaux du Dunkerquois, Communauté d'agglomération du Pays de Saint Omer, Réseau 11, Fonds de dotation Albert-Marie

REMISE EN SERVICE DU SYSTÈME D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DU CHEF-LIEU DE LA COMMUNE RURALE D'EJEDA

Dates de réalisation : 2022-2025

Descriptif

Réhabilitation et extension du réseau d'adduction d'eau potable du chef-lieu
Sensibilisation des communautés aux bonnes pratiques en matière d'hygiène et la notion de service de l'eau
Renforcement de capacités de la commune d'Ejeda, maître d'ouvrage des équipements

Accompagnement de la délégation de service public et suivi du gestionnaire

Bénéficiaires : 13 000 personnes

Partenaire local : Ran'Eau, Direction Régionale de l'eau-assainissement-hygiène de la région Atsimo-Andrefana

Budget total : 188 000 €

Bailleurs : Syndicat des eaux d'Île de France (SEDIF)



Lavage de main à un kiosque du collège d'enseignement général du chef-lieu d'Ejeda

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET À L'HYGIÈNE DANS LA COMMUNE RURALE DE BASIBASY

Dates de réalisation : 2024-2025

Descriptif

Réalisation d'un système d'approvisionnement en eau potable permettant de couvrir les besoins de la population du chef-lieu à l'horizon 20 ans

Sensibilisation des communautés aux bonnes conditions d'hygiène et d'utilisation de la ressource, et aux enjeux d'un service communal d'eau
Mise en délégation du service d'eau auprès d'un opérateur privé et accompagnement des autorités communales dans la création d'un service technique d'eau, d'assainissement et d'hygiène

Bénéficiaires : 5 200 personnes

Partenaire local : Gouvernorat de la région Atsimo-Andrefana, Direction Régionale de l'Eau de l'Assainissement et de l'Hygiène, Commune rurale de Basibasy, Ran'Eau

Budget total : 133 515,40 €

Bailleurs : Grand Chalon, Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, SENEQ, DBTP, Guinot TP, EHTP



Distribution d'eau à l'occasion de l'inauguration du système d'adduction d'eau potable de Basibasy



MAURITANIE

Bien que la Mauritanie soit signataire du traité d'Oslo et ait été déclarée "presque libre de mines" en 2018 au titre de la Convention d'Ottawa, certaines zones restent contaminées par des engins explosifs résiduels. Malgré l'engagement de l'État et des acteurs du secteur, 15,2 km² restent à traiter, avec 10 zones de danger pré-identifiées. Cependant, la Mauritanie reste en marge des priorités humanitaires, alors même que la stabilité du pays offre des conditions favorables à la conduite d'opérations de déminage.

GENÈVE, SEPTEMBRE 2025



Au cours du premier semestre 2025, la Mauritanie a demandé une prorogation de son délai de dépollution fixé en vertu de l'article 4 de la Convention sur les munitions à sous-munitions (CCM). Cette troisième demande reflète des progrès limités, principalement faute de soutien financier international suffisant ce qui pourrait retarder son achèvement jusqu'en 2035.

En amont de la 13^e réunion des États parties à la CCM (16-19 septembre 2025), HAMAP-Humanitaire a alors proposé son soutien en tant que membre du Cluster Munitions Coalition à l'organisation d'une table ronde de mobilisation des donateurs, répondant au souhait exprimé par la Mauritanie ces dernières années de constituer une coalition nationale réunissant le PNDHD, des opérateurs spécialisés et des donateurs.

Aux côtés d'ICBL-CMC, HAMAP-Humanitaire a ainsi lancé un appel solennel à la communauté internationale pour la mise en place d'une coalition de pays donateurs et d'une mobilisation financière significative et dédiée à la Mauritanie. La libération de ces terres constitue bien plus qu'un impératif humanitaire : elle représente un levier essentiel de développement socio-économique, tant pour la Mauritanie que pour la stabilité de l'ensemble de la région.

CONTRIBUER À LA SÉCURITÉ DES POPULATIONS DE LA RÉGION DE DAKHLET NOUADHIBOU – PHASE II

Dates de réalisation : 02/2024 - 02/2025

Descriptif

Contribuer à rendre la région de Dakhlet Nouadhibou plus sûre par le déminage et le renforcement des capacités d'action contre les mines du Programme National de Déminage Humanitaire pour le Développement :

Objectif 1 - Renforcer les capacités d'action contre les mines du PNDHD

Objectif 2 - Réaliser des opérations de déminage visant les terres contaminées par des mines et restes explosifs de guerre dans la région de Dakhlet Nouadhibou



Bénéficiaires : (projection) 142 180 bénéficiaires du déminage

Partenaire local : Programme National de Déminage Humanitaire et de Développement (PNDHD)

Budget total : 613 516 €

Bailleurs : Centre de Crise et de Soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

PROJET D'ÉVALUATION DES BESOINS EN ÉDUCATION AUX RISQUES DES ENGIN EXPLOSIFS EN MAURITANIE

Dates de réalisation : 12/2024 - 02/2025



Descriptif

Réalisation d'une étude CAP (Connaissances, Attitudes, Pratiques) à Dakhlet Nouadhibou afin d'adapter les actions d'éducation aux risques aux réalités locales, et de renforcer les capacités d'analyse du PNDHD. Constat d'une connaissance générale du risque, mais de lacunes importantes dans la reconnaissance des engins explosifs, l'adoption de comportements sûrs et le signalement des objets suspects.

Identification des groupes les plus exposés (éleveurs, pêcheurs, ferrailleurs, orpailleurs), fortement dépendants des zones contaminées pour leurs moyens de subsistance.

Mise en évidence d'un déficit de campagnes de sensibilisation et de formation des relais communautaires. Résultats mobilisés pour orienter des interventions ciblées (notamment auprès des jeunes et des migrants), renforcer la coordination des acteurs et appuyer le plaidoyer auprès des bailleurs.

Partenaires locaux : La Route de l'Espoir, Programme National de Déminage Humanitaire et de Développement (PNDHD)

Budget total : 10 000 €

Bailleur : Ambassade de Suisse à Dakar

"Nous avons structuré une démarche claire et ciblée"



MOHAMMED MAHFOUD ABDI DAH
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONG ROUTE DE L'ESPOIR

En tant que Secrétaire Général de l'ONG Route de l'espoir, j'ai coordonné une enquête CAP (Connaissances, Attitudes et Pratiques) sur les risques liés aux mines et aux restes explosifs de guerre à Dakhlet Nouadhibou.

Avec l'appui de HAMAP-Humanitaire, nous avons structuré une démarche claire et ciblée, articulée autour de trois axes majeurs : la collecte de données auprès des groupes exposés, l'analyse des comportements à risque et la mise en place d'actions de sensibilisation adaptées.

Les résultats ont révélé un déficit d'information initial, mais ont surtout mis en lumière la forte capacité d'adaptation des communautés. Suite à nos interventions, nous avons constaté des avancées concrètes : une meilleure reconnaissance des dangers, une réduction des pratiques à risque et une implication accrue des leaders locaux.

D'une manière générale, cette enquête a produit un impact direct sur les populations cibles. Notre mission était claire : informer pour changer les comportements et, in fine, réduire les accidents. C'est une action qui, bien que théorique dans sa démarche, s'est avérée profondément concrète en permettant aux personnes de maîtriser les risques liés à ces engins.



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

En 2023, avec le soutien de plusieurs partenaires financiers, HAMAP-Humanitaire et la Fondation FAPMMN ont accompagné la mise en place d'un système d'adduction d'eau potable dans la commune rurale isolée de Sola en République Démocratique du Congo.

Forts de ce succès, une nouvelle phase a été lancée en 2024 afin d'étendre le réseau à de nouvelles zones. Il prévoit :

- Pose d'une 2^e conduite de refoulement
- Extension de réseau (3km)
- Création de 8 nouvelles bornes fontaines et 8 branchements administratifs (dont instituts scolaires)

En plus de la construction de ces ouvrages, la population est sensibilisée aux bonnes pratiques d'hygiène et de gestion de l'eau tandis que plusieurs comités de gestion sont créés afin d'assurer le suivi du service.



Scannez ce QR Code et découvrez la vidéo en ligne !



Le taux d'accès à l'eau potable améliorée en milieu rural dans la province du Tanganyika est de seulement **8%**

EXTENSION DU RÉSEAU D'EAU POTABLE DANS LA COMMUNE RURALE DE SOLA

Dates de réalisation : 2024 - 2026



Descriptif

Pose d'une deuxième conduite de refoulement
Extension du réseau d'eau d'environ 3km (Grand Sola et Kasanga II)
Création de 8 bornes fontaines et 8 branchements privés
Formation de comités de gestion
Organisation de sessions de sensibilisation

Bénéficiaires : 15 000 personnes

Partenaire local : Fondation des Amis du Père Norbert Mwishabongo (FAPMMN)

Budget total : 159 000 €

Bailleurs : Syndicat des Eaux du Centre-Ouest, Agence de l'Eau Loire Bretagne, Fondation Marie de la Providence



Depuis sa création en 1999, l'hôpital de Panzi a soigné et accompagné

plus de 85 000 femmes

victimes de violences sexuelles

Dans le cadre de la coopération décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Hôpital Général de Panzi, le CHU de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la région Occitanie, l'Université de Montpellier et la Faculté de Médecine de Montpellier-Nîmes, plusieurs échanges ont eu lieu afin de mettre en place un projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement à l'hôpital de Panzi, à Bukavu en RDC.

Fondé en 1989 par le prix Nobel 2015 Dr Denis Mukwege, l'hôpital de Panzi fait face à plusieurs défis en matière d'Eau, Hygiène et Assainissement (EAH). Alors que la situation sécuritaire s'est fortement dégradée à Bukavu, HAMAP-Humanitaire accompagne un projet de renforcement des pratiques d'hygiène et d'appui d'urgence aux équipes de l'Hôpital.

RENFORCEMENT DE L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT DE L'HÔPITAL DE PANZIÀ BUKAVU

Dates de réalisation : 2024 - 2025

Descriptif

Réalisation d'activités à déploiement rapide
Sensibilisation et formation sur les bonnes pratiques d'hygiène.

Bénéficiaires : 5000 personnes

Partenaire local : Hôpital de Panzi

Budget total : 46 185 €

Bailleurs : Montpellier Méditerranée Métropole, Fondation Alfred et Eugénie Baur





SÉNÉGAL

La Casamance, région méridionale du Sénégal, porte encore les stigmates d'un conflit armé prolongé. Si l'accord de paix conclu en février 2025 entre le gouvernement et le MFDC ouvre une nouvelle page, la menace des mines antipersonnel et engins explosifs non neutralisés reste bien réelle : 870 victimes ont été dénombrées sur la période du conflit, et près de 1,3 million de m² de terres demeurent contaminés en 2025, sur 75 zones réparties dans 36 localités.

Ces zones touchent directement les espaces agricoles, forestiers et hydrauliques dont dépendent les populations rurales, entravant leur accès aux ressources essentielles. Le conflit a par ailleurs engendré des déplacements massifs, une paupérisation croissante et une insécurité persistante. Malgré des opérations de déminage menées depuis 2007, le Sénégal a dû solliciter en novembre 2025 une prolongation jusqu'en 2029 de son délai au titre de la Convention d'Ottawa. La dépollution complète de ces terres conditionne le retour des déplacés et la reprise d'une vie normale pour les communautés affectées.

Les ressources en eau sont relativement abondantes, mais inégalement réparties sur le territoire sénégalais. Parfois chargée de métaux lourds, la qualité de l'eau des nappes souterraines peut présenter un risque, accentué par les pollutions bactériologiques liées au manque d'assainissement.

Malgré la significative progression des taux d'accès aux services d'eau potable et d'assainissement au cours des dernières années, d'importantes disparités inter- et intrarégionales persistent. De plus, la détérioration de ses ressources en eau et le manque de cadre institutionnel menacent à la fois la sécurité hydrique du pays et sa croissance économique.



Dans la région de Dakar,
79 % de la population
a accès à un
branchement privé



ACCOMPAGNER LES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX DU SÉNÉGAL PAR LA SENSIBILISATION AUX RISQUES DES ENGINS EXPLOSIFS ET L'IDENTIFICATION DE ZONES CONTAMINÉES DANS LE DÉPARTEMENT DE BIGNONA

Dates de réalisation : 12/2023 - 01/2025

Descriptif

Sensibiliser les populations vulnérables via la promotion de comportements sûrs à adopter face au risque explosif. Entretenir et renforcer le lien communautaire afin de pérenniser les comportements sûrs et d'identifier les zones contaminées. Renforcer les capacités locales de lutte contre les mines de l'ONG sénégalaise APIT Humanitaire-Développement par un apport en formation dans le domaine de l'ACM ainsi qu'en matériel technique.

Bénéficiaires : 4 communes du département
1282 bénéficiaires directs des activités d'EORE en 2025
Partenaire local : APIT Humanitaire Développement
Budget total : 823 030 €
Bailleurs : Centre de Crise et de Soutien (CDCS) du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

AMÉLIORATION DURABLE DES CONDITIONS D'ACCÈS À L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT À SANDIARA

Dates de réalisation : 2024-2025

Descriptif

Extension du réseau d'eau aux villages de Louly Ndia, Garage Diakhère, Khao Peulh
Construction de latrines domiciliaires
Campagnes de sensibilisation
Réalisation d'un schéma hydraulique de développement pour la commune
Construction d'un Filtre Planté pilote

Bénéficiaires : 9358 personnes
Partenaire local : Commune de Sandiara, Réponses au Sénégal
Budget total : 325 000 €
Bailleurs : Agence de l'eau Adour-Garonne, Région Occitanie, Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, SIVOM SAGE



Le président du SIVOM SAGE, Alain Delsol, et une conseillère municipale à un branchement domiciliaire, Louly Ndia



PARTENARIAT DE COOPÉRATION INTERNATIONALE AVEC LA COMMUNE DE SANDIARA (SÉNÉGAL)

TÉMOIGNAGE
M. ALAIN DELSOL, PRÉSIDENT
DU SIVOM SAGE

Un engagement fondé sur la solidarité et l'expertise territoriale

L'engagement du SIVOM SAGE dans la coopération internationale s'inscrit pleinement dans les valeurs de solidarité portées par le syndicat, ainsi que dans le cadre de la loi Oudin-Santini, qui permet aux collectivités territoriales de mobiliser leurs compétences dans les domaines de l'eau et de l'assainissement au bénéfice de territoires partenaires.

Le partenariat avec la commune de Sandiara, au Sénégal, est né d'une sollicitation des autorités locales confrontées à des enjeux majeurs d'accès à l'eau potable et de gestion des eaux usées. Cette demande a naturellement trouvé un écho dans les compétences techniques du SIVOM SAGE, dont le cœur de métier est précisément lié à ces problématiques.

Dans cette dynamique, le partenariat avec HAMAP-Humanitaire joue un rôle essentiel. Grâce à son expertise en coopération internationale, sa connaissance des bailleurs de fonds et sa capacité de coordination, l'association sécurise la mise en œuvre des projets. Elle apporte un accompagnement méthodologique, administratif et financier, permettant au SIVOM SAGE de se concentrer pleinement sur sa valeur ajoutée : l'expertise opérationnelle et technique.

Une coopération basée sur l'échange et le renforcement mutuel

La coopération entre les deux territoires repose sur un principe fondamental : l'échange réciproque des savoir-faire et des expériences. Les équipes du SIVOM SAGE interviennent sur des thématiques techniques variées telles que l'extension des réseaux d'eau,

le suivi des travaux, la gestion des ouvrages ou encore le développement de solutions innovantes de traitement des eaux usées, notamment à travers les filtres plantés de roseaux. Elles accompagnent également la formation des gestionnaires locaux et contribuent à la structuration des services techniques.

En retour, cette coopération constitue également une source d'enrichissement pour les équipes françaises. Elle les conduit à adapter leurs méthodes à des contextes différents, à développer des solutions innovantes avec des ressources limitées et à repenser certaines pratiques professionnelles. Ces échanges renforcent les compétences des agents et nourrissent une réflexion collective autour des enjeux de gestion durable de l'eau.



Au fil des années, une relation durable s'est construite entre les collectivités partenaires, fondée sur la confiance, la montée en compétence mutuelle et l'autonomisation progressive des acteurs locaux.

Des bénéfices institutionnels, techniques et humains

Pour le SIVOM SAGE, cette coopération internationale génère des bénéfices à plusieurs niveaux.

Sur le plan institutionnel, elle renforce le positionnement du syndicat en tant qu'acteur public engagé et responsable, en lien avec des partenaires majeurs tels que l'Agence de l'eau Adour-Garonne et la Région Occitanie.

Sur le plan technique, ces projets permettent aux équipes de développer leur capacité d'adaptation, leur créativité ainsi que leur expertise sur des solutions sobres et durables. Au-delà des aspects techniques, cette coopération porte également une forte dimension humaine. Elle donne du sens à l'action publique et fédère agents et élus autour d'un projet commun fondé sur la solidarité et l'ouverture internationale.

Aujourd'hui, le partenariat avec la commune de Sandiara entre dans sa troisième phase, témoignant de la solidité des liens construits et des résultats déjà obtenus : amélioration de l'accès à l'eau potable, développement de l'assainissement, renforcement des équipements publics et mise en œuvre de projets innovants de réutilisation des eaux usées à des fins agricoles.

L'objectif partagé demeure clair : améliorer durablement les conditions de vie des populations tout en construisant un partenariat équilibré, pérenne et bénéfique pour l'ensemble des territoires impliqués.



Session de sensibilisation - Vélingara en novembre 2025

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU, L'HYGIÈNE ET L'ASSAINISSEMENT À NASSOUROULAH, VÉLINGARA

Dates de réalisation : 2025-2027

VELINGARA (SÉNÉGAL)

Dans le quartier de Nassouroulahi, commune de Vélingara, en Casamance, les besoins en eau, hygiène et assainissement sont particulièrement importants. Afin de proposer une réponse aux différentes problématiques relatives à l'assainissement et l'eau dans la commune, et afin d'améliorer les conditions de vie des habitants les plus touchés, l'ONG HAMAP et APIT Huma Dev ont initié le projet de renforcement de la gouvernance et de l'accès à l'eau et l'assainissement.

Suite aux études techniques et socio-économique, le projet permettra d'étendre le réseau d'eau de la SONES vers les ménages, centres de santé et écoles du quartier. De plus, les centres de santé et écoles (trois écoles primaires et un collège) ne disposent pas de latrines suffisantes pour permettre un accueil durable des patients et des écoliers. Le projet permettra également la construction de toilettes dans ces lieux publics, dont la gestion fera l'objet d'une réflexion collective avec l'ensemble des parties prenantes, autorités techniques, municipalité, OSC locales, et représentants des parents d'élèves. Ceux-ci seront également impliqués dans la mise en œuvre de campagnes de sensibilisations aux côtés d'APIT Huma-Dev.

Descriptif

Branchements de ménages, centres de santé et écoles
 Construction de latrines publiques
 Accompagnement et formations des autorités et des parties prenantes
 Campagnes de sensibilisation

Bénéficiaires : 5093 personnes
Partenaire local : APIT Humanitaire et Développement
Budget total : 389 000 €
Bailleurs : Toulouse Métropole, AEAG, Grand Lyon, AERMC, Fondation SUEZ, Béthune Bruay



Le kiosque d'eau de Bondji Waly

BOKILADJI (SÉNÉGAL)

La commune de Bokiladji, dans la région de Matam, au bord du fleuve Sénégal, souffre quotidiennement du manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Les forages présents sur la commune sont défaillants, et les eaux souterraines situées en profondeur manquent fortement. Particulièrement touchés, les trois villages de Bondji, à l'est de la commune, font l'objet de ce projet. Dans la commune limitrophe, Moudéry, un forage a été construit en juin 2021 par la commune de Bokiladji, pour subvenir à ses besoins.

HAMAP-Humanitaire et son partenaire APIT Huma Dev permettent ainsi, grâce à l'appui financier et technique de la mairie, la réalisation d'une adduction d'eau depuis Moudéry vers les trois villages de Bondji. La distribution se fera dans un premier temps via des bornes fontaines et un kiosque à eau. Des séances de sensibilisation et la formation des gestionnaires sont également prévues dans ce projet pour assurer la pérennisation des ouvrages.

AMÉLIORATION DES CONDITIONS D'ACCÈS À L'EAU POTABLE À BOKILADJI

Dates de réalisation : 2023 - 2026

Descriptif

Construction d'une adduction d'eau
 Réalisation des points de distribution
 Formation du comité de gestion
 Sensibilisation des usagers

Bénéficiaires : 6000 personnes
Partenaire local : APIT Huma-Dev
Budget total : 400 000€
Bailleurs : Toulouse Métropole, AEAG, AERMC, Aix-Marseille, Fondation Eurofins, Réseau 11, commune de Bokiladji, OFOR



TUNISIE

La Tunisie est l'un des pays d'Afrique du Nord où la ressource en eau est particulièrement rare, situation qui est amenée à s'aggraver avec le changement climatique. A cette problématique s'ajoute la salinisation des aquifères côtiers due à l'élévation du niveau de la mer. De plus, la ressource est inégalement répartie, 80% étant concentrée dans la partie nord du pays. Le taux d'accès à l'eau potable a considérablement progressé ces dernières décennies, mais des disparités entre le milieu urbain et rural sont persistantes.



Environ
250 000
personnes
utilisent encore
des sources et puits
non protégés

ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ENTRE LA COMMUNE DE RAMONVILLE SAINT-AGNE ET LA MUNICIPALITÉ DE MELLOULECH POUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU, À L'ASSAINISSEMENT ET À L'ÉNERGIE

Dates de réalisation : 2023-2025



Construction de blocs sanitaires et points d'eau potable dans les écoles de Melloulech

Descriptif

Travaux de raccordements de 65 maisons au réseau public de l'eau
Échanges d'expériences et de bonne pratiques/ accompagnement des élus de Melloulech
Expérience pilote de biométhanisation
Etude de faisabilité sur l'assainissement

Bénéficiaires : 390 personnes
Partenaires locaux : Municipalité de Melloulech, Société Nationale de Distribution et de Gestion de l'Eau (SONEDE)
Budget total : 190 000 €
Bailleurs : Commune de Ramonville Saint-Agne, Agence de l'eau Adour-Garonne, Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ENTRE LE DÉPARTEMENT DE L'AUDE ET LA MUNICIPALITÉ DE SOLIMAN POUR LA PRÉSERVATION D'UNE ZONE HUMIDE ET L'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU

Dates de réalisation : 2022-2025



Campagne de reboisement dans l'ancienne décharge de la Sebkha

Descriptif

Étude de faisabilité d'une action de reboisement et de dépollution de la Sebkha
Achat de terre végétale, arbres et plantes filtrantes
Adduction en eau potable des quartiers prioritaires de Soliman
Actions de sensibilisation et d'information de la population et des usagers

Bénéficiaires : 40 000 personnes
Partenaire local : Municipalité de Soliman
Budget total : 100 000 €
Bailleurs : Conseil départemental de l'Aude, Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ENTRE LA COMMUNE DE LESCAR ET TESTOUR

Dates de réalisation : 2021-2025

Descriptif

Accompagnement de la commune de Testour pour la rédaction d'un Plan Communal de Gestion des Déchets (PCGD)

Bénéficiaires : 15000 personnes
Partenaire local : Municipalité de Testour
Budget total : 45 000 €
Bailleurs : Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, Région Nouvelle Aquitaine



Décharge sauvage de Testour

Asie



NOS PARTENAIRES LOCAUX : Autorité du Tonlé Sap (TSA) // Département de l'eau et des ressources naturelles (PONRE) // Institute of Research and Development for the Rural Poor Trust (IRDPR Trust) // ONG Rainwater Cambodia // Département de l'Agriculture et de l'Environnement (DoAE), Province de Vientiane



CAMBODGE

Contexte : Au Cambodge, le fleuve Mékong et le lac Tonlé Sap constituent les deux principales ressources en eau, abondantes mais inégalement réparties. Pourvu d'un climat tropical, le Cambodge subit de fortes inondations lors de la saison des pluies, suivies de périodes de sécheresse entre décembre et avril.

Ces variations impliquent une grande vulnérabilité au changement climatique, accentuées par l'urbanisation croissante et la construction de barrages. Dans certaines zones, l'eau (souterraine et de surface) est de mauvaise qualité : taux d'arsenic élevé, dureté et alcalinité excessives, pollution bactériologique. L'accès au service d'eau potable est disparate, et reflète de fortes inégalités entre zones riches et pauvres, et entre zones urbaines et rurales.

HAMAP-HUMANITAIRE INTERVIENT AU CAMBODGE DANS LE CADRE DE LA COOPÉRATION INSTITUTIONNELLE ENTRE LES AGENCES DE L'EAU LOIRE BRETAGNE ET RHIN MEUSE AVEC LA TONLÉ SAP AUTHORITY SUR LE BASSIN VERSANT DU FLEUVE STUNG SEN.



30 %
des personnes
habitant en milieu
rural n'ont pas
accès à l'eau potable

AMÉLIORER L'ACCÈS À L'EAU, À L'ASSAINISSEMENT ET À L'HYGIÈNE DANS LA COMMUNE DE DANG KAMBET, BASSIN DU STUNG SEN

Dates de réalisation : 2025 - 2026



Descriptif

Mise en place d'un système d'adduction d'eau potable dans la commune de Dang Kambet (forage, réservoir, réseaux, branchements)
Création et formation du comité de gestion de l'eau
Sensibilisation de la population à l'hygiène et au bon usage de l'eau
Construction de latrines pour les familles prioritaires
Réhabilitation des infrastructures sanitaires (latrines, stations de lavage de mains) de 7 écoles

Bénéficiaires : 2 700 personnes
Partenaire local : ONG Rainwater Cambodia
Budget total : 315 000 €
Bailleurs : Agence de l'eau Loire Bretagne, SIVOM SAGE, SIGEIF



Scannez ce
QR Code et découvrez
la vidéo en ligne !



INDE

L'Inde, située en Asie du Sud, est le pays le plus peuplé du monde. Très dense, elle rassemble 17% de la population mondiale alors que sa surface ne correspond qu'à 3% des terres émergées. Un quart de la population urbaine réside dans des bidonvilles, et ce chiffre atteint 40% de la population à Mumbai, capitale économique du pays. Dans ces installations, l'accès à des services sanitaires de base (eau courante, toilettes, douches, égouts...) y est très limité.



AMÉLIORER LES CONDITIONS D'ACCÈS À L'EAU POTABLE, À L'ASSAINISSEMENT ET À L'HYGIÈNE MENSTRUELLE DANS LES VILLAGES MARGINALISÉS DU TAMIL NADU ET DE PONDICHÉRY

Dates de réalisation : 2024-2025

Descriptif

Mise en place de 7 stations de traitement et distribution d'eau potable par osmose inverse
Construction et réhabilitation de 290 latrines familiales pour les ménages vulnérables
Création de deux ateliers de confection et vente de produits hygiéniques à destination des femmes
Organisation de sessions de sensibilisation à l'eau, l'assainissement, l'hygiène, notamment menstruelle

Bénéficiaires : 15 000 habitants parmi les 14 communautés ciblées
Partenaire local : Institute of Research and Development for the Rural Poor Trust (IRDPR Trust)
Budget total : 170 000 €
Bailleurs : Agence de l'eau Loire Bretagne, Région Centre Val de Loire, Fondation Suez



LAOS

Malgré des ressources abondantes, l'urbanisation, le développement économique, l'exploitation agricole des terres, le changement climatique affectent et menacent la ressource en eau. De grandes disparités d'accès à l'eau et l'assainissement demeurent entre milieux urbains et ruraux.

Le projet s'inscrit en complémentarité des actions de coopération institutionnelle engagées au Laos par les agences de l'eau Rhin Meuse et Loire Bretagne pour la promotion et la mise en œuvre d'un modèle de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) sur le bassin du fleuve Nam Ngum.

ACCÈS À L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT POUR 3 VILLAGES PRIORITAIRES DU BASSIN DE LA NAM NGUM

Dates de réalisation : 2025 - 2027



En milieu rural,
le taux d'accès à l'eau
potable est
de 65 %
et le taux d'accès à
l'assainissement est
de 50 %



Descriptif

Mise en place d'un SAEP (système alimentation eau potable) dans les 3 villages : forage, château d'eau, réseaux d'eau
Construction de 50 latrines familiales pour les ménages prioritaires
Organisation de sessions de sensibilisation pour les habitants sur les bons usages de l'eau et l'entretien des ouvrages
Création et accompagnement d'un comité de gestion par village, chargé de l'exploitation et de la maintenance des SAEP

Bénéficiaires : Les 2 602 habitants des 3 villages cibles
Partenaires locaux : Département de l'Agriculture et de l'Environnement (DoAE), Province de Vientiane
Budget total : 240 000 €
Bailleurs : Agence de l'eau Loire Bretagne, Morlaix Communauté, Brest Métropole

Caraiïbes



NOS PARTENAIRES LOCAUX : Mairie de Saint-Marc // OREPA Centre // SESAM



HAÏTI

Combinant des enjeux économiques, politiques et climatiques, le développement économique et social d'Haïti est entravé par l'instabilité politique, l'augmentation de la violence et un niveau d'insécurité sans précédent. En termes d'accès à l'eau, on note que, malgré des ressources abondantes, la faiblesse des structures publiques ne permet pas d'approvisionner régulièrement les populations.

HAMAP-Humanitaire intervient dans la ville de Saint-Marc, dans le département de l'Artibonite depuis bientôt 10 ans afin de renforcer le réseau d'eau existant et appuyer la SESAM, le délégataire qui gère les infrastructures en partenariat avec les autorités locales.



En Haïti, 94 % des sources d'eau sont exposées aux risques climatiques (inondations, tremblements de terre,...) et sécuritaires

RENFORCEMENT DU SERVICE D'EAU POTABLE DE LA VILLE DE SAINT-MARC

Dates de réalisation : 2024-2025



Descriptif

Réparation de la conduite d'aduction
Réhabilitation du réseau d'eau dans 4 quartiers prioritaires

Fourniture de 100 compteurs supplémentaires

Sensibilisation au paiement de l'eau et à la gestion

Bénéficiaires : 1068 personnes

Partenaires locaux : OREPA Centre, Mairie de Saint-Marc, SESAM

Budget total : 200 000 €

Bailleurs : Syndicat des eaux d'Île de France (SEDIF)

Moyen-Orient



NOS PARTENAIRES LOCAUX : Beeatoona // Le Centre Libanais de Lutte Antimines (LMAC) // Chbayish Ecotourism Organization (COET) // L'Ecole Régionale de Déminage Humanitaire au Liban (RSHDL) // MILE // Shareteah Humanitarian Organization (SHO) // SHEILD Association // Université de Baalamand // Municipalité de Beit Fajjar // Municipalité de Beitunia // Municipalité de Jalboun



IRAK

L'Irak figure parmi les pays les plus contaminés au monde par les mines, munitions non explosées et autres restes explosifs de guerre, héritage de décennies de conflits successifs – guerre Iran-Irak, guerre du Golfe, invasion de 2003 et lutte contre Daech. Selon l'ONU, environ 26 % du territoire irakien reste exposé à ces risques.



Le district de Sinjar, dans la province de Ninewa, illustre une problématique similaire amplifiée par l'occupation de Daech entre 2014 et 2017, qui a ravagé cette région abritant la plus grande communauté yézidie du monde. Environ 140 000 habitants restent déplacés, principalement dans le district de Dohuk, malgré un accord de gouvernance signé en 2020 censé favoriser les retours. La contamination explosive y demeure un obstacle majeur au retour durable des populations et à la stabilisation de la région. Après près de 4 années à soutenir notre partenaire historique SHO, les activités se réorientent aujourd'hui vers le sud du pays.

La province de Dhi Qar, dans le sud du pays, est également particulièrement affectée, principalement en raison des frappes massives de la coalition lors de l'opération Tempête du désert (1991). Depuis 2013, on y dénombre 4 692 victimes, touchant en priorité des civils vulnérables comme les bergers ou les cueilleurs de truffes dans les zones frontalières avec Muthana et Bassorah. Au-delà du bilan humain, cette contamination paralyse le développement économique local : les terres agricoles restent inexploitable, aggravant l'insécurité alimentaire et freinant la reconstruction des infrastructures. Le projet MIRATH qui a débuté en septembre 2025 vise à

renforcer la défense civile irakienne autour d'un projet de déminage dans des temples sumériens classés UNESCO permettant de libérer le potentiel de développement socio-économique de ces sites touristiques.



Scannez ce QR Code et découvrez la vidéo en ligne !



TÉMOIGNAGE

**ISMAT SELEVANY,
DIRECTEUR
EXÉCUTIF, SHO**

“Après des années de partenariat stratégique et de soutien continu – tant technique qu’institutionnel – de la part de HAMAP-Humanitaire, Shareteah Humanitarian Organization (SHO) a considérablement renforcé ses capacités opérationnelles, son expertise technique et ses systèmes organisationnels dans la lutte antimines.

Cette collaboration de longue date a permis d’améliorer les performances sur le terrain, de renforcer les normes de sécurité et d’apporter un soutien plus efficace aux communautés touchées. Avec la clôture de cette phase de partenariat en 2025, SHO est fière de s’être imposée comme un acteur national reconnu du secteur de la lutte antimines en Irak, engagée à pérenniser ses acquis et à étendre son impact humanitaire.

SHO exprime sa sincère gratitude à HAMAP-Humanitaire pour ce partenariat durable et son soutien inestimable au fil des ans. Cette collaboration a joué un rôle clé dans le renforcement des compétences techniques et opérationnelles de notre organisation, lui permettant de devenir un acteur national de confiance. Alors que cette phase s’achève en 2025, SHO demeure profondément reconnaissante de cet engagement partagé pour la protection des populations et l’avancement de la lutte antimines humanitaire.”

CONTRIBUER À UN SINJAR PLUS SÛR PAR LE DÉMINAGE ET LA SENSIBILISATION AUX RISQUES DES ENGIN EXPLOSIFS, À TRAVERS LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE L'ONG LOCALE SHO

Dates de réalisation : 08/2022 - 03/2025



Descriptif

Sessions d’éducation aux risques des engins explosifs (EREE)

Identification des zones contaminées

Réalisation d’enquêtes techniques sur les zones suspectées

Dépollution des zones contaminées et contrôle de la destruction des engins explosifs

Développement d’un plan de renforcement de capacités techniques et organisationnelles

Formation continue et contrôle de la qualité du personnel technique, des EOD, du management opérationnel
Formation, monitoring et audit sur les capacités organisationnelles du partenaire local

Bénéficiaires : (projection)

198 425 personnes

Partenaire local : Shareteah Humanitarian Organization (SHO)

Budget total : 999 992€ (2022 – 2023)

1 708 221 € (2023 – 2024)

1 303 191 € (2024 – 2025)

Bailleurs : Centre de Crise et de Soutien (CDCS) du Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères, Région Auvergne Rhône Alpes, Service public fédéral (SPF) Affaires Étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement (Royaume de Belgique)



MIRATH - MESOPOTAMIA'S INITIATIVE FOR REHABILITATING ARCHAEOLOGICAL TOURISM AND HERITAGE

Dates de réalisation : 09/2025 - 02/2027

Descriptif

Projet en lancement :

Au cœur du berceau des premières civilisations, HAMAP-Humanitaire intervient dans le gouvernorat de Dhi Qar pour réhabiliter le tourisme archéologique et protéger un patrimoine menacé à la fois par les séquelles des conflits et le changement climatique, par :

L’identification et priorisation des sites : en lien avec la Direction du Tourisme et des Antiquités et la Défense Civile irakienne, HAMAP-Humanitaire aligne les priorités de dépollution avec la protection du patrimoine archéologique - dont les Ahwar (marais mésopotamiens), inscrits au patrimoine mondial de l’UNESCO

Le renforcement des capacités opérationnelles : de la Défense Civile irakienne à travers la formation des équipes EOD et la fourniture d’équipements complémentaires

Des enquêtes techniques et le déminage : dépollution d’au moins 2 000 000 m² de terres contaminées par des restes explosifs de guerre, contribuant à la sécurité des communautés, à la préservation du patrimoine et au développement socio-économique local

Bénéficiaires : (projection)

17 220 bénéficiaires potentiels

Partenaire locaux : Défense Civile / Directorate of Mine Action (DMA) / SBAH - State Board of Antiquities and Heritage (SBAH)

Budget total : 1 000 000 €

Bailleur : CDCS



LIBAN

Le Liban présente une configuration unique et dramatique dans le domaine de l'action contre les mines : quatre décennies de conflits successifs y ont superposé des couches de contamination jamais pleinement résorbées. De la guerre civile (1975-1990) aux retombées du conflit syrien, chaque crise a laissé un sédiment de danger distinct.

L'URGENCE D'AGIR FACE À UN HÉRITAGE EXPLOSIF SATURÉ



La guerre de 2023-2024 s'inscrit dans cette tragique continuité, mais avec une intensité renouvelée. L'usage de sous-munitions, de phosphore blanc et la destruction massive d'infrastructures ont considérablement complexifié le paysage opérationnel.

> Une contamination étendue : Fin 2025, les zones polluées ont augmenté de 10 % (soit +2 millions de m²). Le Sud-Liban, épicerie de la crise, concentre désormais 90 % des accidents nationaux.

> Une mortalité en flèche : Le nombre de victimes a été multiplié par 3 par rapport à la moyenne des dix dernières années. Les munitions non explosées (UXO) récentes sont responsables de 80 % des accidents, touchant à 30 % des enfants.

> Un frein au retour : Malgré le cessez-le-feu de novembre 2024, plus de 64 000 personnes restent déplacées, le

danger interdisant tout retour durable.

L'impact de cette contamination ne se limite pas au risque physique ; il paralyse l'économie nationale à hauteur de 2,7 milliards de dollars. Pourtant, l'action contre les mines est l'un des investissements les plus rentables : chaque dollar investi génère 4,15 \$ de bénéfices socio-économiques, rendant possible l'agriculture, l'éducation et la reconstruction.

NOTRE APPROCHE : CULTIVER UN ÉCOSYSTÈME DE RÉSILIENCE

Face à cette crise prolongée, l'engagement d'HAMAP-Humanitaire dépasse le simple soutien logistique. Notre vision repose sur une localisation systémique : plutôt que de soutenir une organisation isolée, nous renforçons un paysage complet d'acteurs locaux pour bâtir une réponse flexible, souveraine et durable.

1. Un soutien multisectoriel

Nous intervenons sur trois piliers complémentaires pour ancrer l'action contre les mines dans la société libanaise :

Institutionnel : Collaboration étroite avec les autorités pour structurer une réponse coordonnée.

Académique : Partenariats avec les universités (comme avec l'Université de Baalamand) pour intégrer l'expertise technique et la sensibilisation au cœur du savoir national.

Société Civile : Accompagnement d'ONG locales, comme Beeatoona, pour transformer leur expertise terrain en capacité opérationnelle aux standards internationaux.

2. De la sensibilisation à la dépollution

Notre stratégie s'articule en deux temps. Nous avons d'abord déployé des campagnes de sensibilisation aux risques (EORE) adaptées aux populations vulnérables et nous maintenons en parallèle des efforts de renforcement plus long terme sur des actions intégrées aux structures existantes (Projet BRIDGE) en lien avec le Centre Libanais de Lutte Antimines.



Parallèlement, nous assurons la transition vers des opérations de dépollution directe. À travers le projet AL-MASAR, nous appuyons Beeatoona sur des critères rigoureux de transparence et d'efficacité.

Pour HAMAP-Humanitaire, le déminage n'est pas seulement une opération technique. C'est la création d'un réseau local solide — institutionnel, académique et associatif — capable de libérer durablement le sol libanais pour que chaque famille puisse reconstruire sa vie sur une terre sécurisée.



ADAPTATION DE L'ACTION CONTRE LES MINES AU LIBAN EN PÉRIODE DE CRISE ET POST-CRISE.

Dates de réalisation : 15/06/2024 - 15/04/2025

Descriptif

Renforcement des capacités locales en action contre les mines
Développement des compétences techniques des ONG locales pour améliorer l'EO RE et le NTS
Formation des équipes de déminage et renforcement des capacités organisationnelles
Soutien à l'émergence d'un acteur local du déminage en période de crise et post-crise
Contribution au retour sécurisé des populations déplacées par l'EO RE et l'identification des zones contaminées (NTS)

Bénéficiaires : 13 080 personnes ont directement bénéficié de la sensibilisation aux risques liés aux munitions explosives (EORE). 39 000 personnes ont été atteintes indirectement grâce aux efforts à distance de l'EORE.

Partenaires locaux : Sheild, Beeatoona, Baalamand University

Budget total : 623 114 €

Bailleur : Centre De Crise et de Soutien (CDCS) du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères



AL MASAR 1 – "ACTION LOCALE CONTRE LES MINES VIA L'APPUI À LA SÉCURISATION POUR L'AUTONOMISATION PAR LE RENFORCEMENT"

Dates de réalisation : 15/07/2025 - 14/05/2026

Descriptif

Le projet AL-MASAR propose une réponse globale et localisée aux défis posés par la contamination par les engins explosifs au Liban-Sud et à Nabatiyeh. S'appuyant sur les réalisations du projet précédent, et les leçons tirées de projets similaires menés par HAMAP-Humanitaire dans la région, l'action cherche à la fois à consolider et à développer les capacités humanitaires locales de lutte contre les mines dans un contexte post-crise.

Le projet AL-MASAR combine trois piliers qui se renforcent mutuellement :

1. Renforcer la sensibilisation aux risques explosifs par le biais de sessions dédiées (EREE) directes, de campagnes numériques et de sensibilisation via les écoles ;
2. Mener des opérations de remise à disposition des terres - y compris des enquêtes non techniques, des enquêtes techniques, dépollution (ou déminage) basés sur la priorisation des zones contaminées en coordination avec le Centre libanais d'action contre les mines (LMAC) ;
3. Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des ONG locales



et d'autorités nationales (ministère de l'Éducation et Ecole Régionale de Déminage Humanitaire au Liban), pour assurer un impact durable et une résilience à long terme (y compris traitement futur de la contamination résiduelle).

En réduisant la contamination, en améliorant la sensibilisation aux risques et en renforçant la résilience institutionnelle, le projet contribue directement à protéger les vies civiles, à favoriser les retours en toute sécurité et à permettre la réutilisation des terres et des infrastructures vitales.

Bénéficiaires : Initialement, le projet vise à former à l'EREE 500 conseillers santé du Ministère de l'Éducation et à sensibiliser

Directement :

8 640 personnes de sessions d'EREE par les équipes de Beatoona, 25 000 élèves par les conseillers santé, 40 000 personnes par le biais des médias.

Et indirectement environ 200 000 enfants via les conseillers santé.

Partenaires locaux : Beeatoona, Baalamand University, LMAC,

Budget total : 1.500.000 EUR

Bailleur : Centre De Crise et de Soutien (CDCS) du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

BRIDGE – “BUILDING RESILIENCE THROUGH INCLUSION, DIGITAL AWARENESS AND GRASSROOT EXPLOSIVE ORDNANCE RISK EDUCATION (EORE)”

Dates de réalisation : 01/12/2025 - 28/02/2027



Descriptif

Le projet BRIDGE a pour mission de consolider la protection, la résilience et le développement inclusif des communautés affectées par le conflit au Liban. Dépassant l'action antimines traditionnelle, il combine la réduction des risques liés aux engins explosifs (EE), le soutien au relèvement durable et l'inclusion des victimes. Son approche est intégrée : elle lie la protection des civils à l'Éducation aux Risques d'Engins Explosifs (EREE) et à la Préparation et Protection contre les Conflits (CPP) pour faciliter le retour sécurisé des déplacés. Localement, des Agents de Liaison Communautaires (ALC) de Beeatoona animent les sessions EREE, identifient les zones contaminées et

mobilisent les populations pour définir des initiatives socio-économiques inclusives. Nationalement, BRIDGE agit également via des campagnes numériques et soutient le LMAC (Lebanese Mine Action Centre / Centre d'Action contre les Mines Libanais) pour ancrer l'EREE et le CPP dans les politiques publiques, notamment au sein du Ministère de l'Éducation et/ou de la Défense Civile.

Bénéficiaires : Sensibilisation de 40 000 survivants d'engins explosifs et personnes en situation de handicap grâce à des campagnes numériques. Sensibilisation de 8 000 personnes provenant de zones impactées par des engins explosifs (sessions EORE en présentiel).

Formation d'au moins 160 agents publics issus des écoles de formation professionnelle (MEHE), touchant ainsi au moins 20 000 élèves, dans toutes les zones du pays touchées par le conflit. .

Sensibilisation de plus de 20 000 personnes grâce aux campagnes numériques EORE.

Partenaires locaux : Beeatoona, Baalamand University, LMAC

Budget total : 720 000 EUR

Bailleurs : SPF, SENSE Foundation, Région Ile de France, HAMAP-Humanitaire

TÉMOIGNAGES

“

“Le partenariat avec Hamap a véritablement changé la donne pour Beeatoona. Leur soutien essentiel ne se limite pas à l'assistance technique ; il englobe surtout un accompagnement structurel et organisationnel sur mesure, en phase avec les meilleures pratiques et les standards internationaux.

Bien que le Liban ne manque pas d'expertise technique en matière de lutte antimines, le soutien de HAMAP concernant les politiques et procédures organisationnelles — qu'il s'agisse des opérations, de l'administration ou des finances — est vital pour bâtir une ONG nationale solide et durable. C'est là tout le sens de la localisation : combler le fossé entre une petite ONG locale et les exigences rigoureuses de la communauté internationale.

Nous leur sommes particulièrement reconnaissants d'avoir traversé ensemble les deux guerres dévastatrices de 2024 et 2026, formant une seule et même équipe pour venir en aide à notre personnel déplacé tout en adaptant les activités du projet à l'évolution rapide du contexte.”

—



**ARIANE ELMAS,
CONSEILLÈRE TECHNIQUE
ACTION CONTRE LES
MINES, BEEATOONA**



“

“Je suis sincèrement reconnaissante de cette opportunité de travailler avec HAMAP. Ce fut pour moi une expérience enrichissante, tant sur le plan professionnel que personnel. [...] J'ai énormément appris à leur contact, bien que je sois bien plus âgée avec beaucoup plus d'années d'expérience. Leur énergie et leur créativité m'ont inspiré. [...] Je suis fière d'être associée à HAMAP et je me réjouis de continuer cette aventure et de contribuer à sa mission.”

—



**HABBOUBA AOUN,
DIRECTRICE ET
COORDONNATRICE
ACADÉMIQUE DU
CAMPUS DE SOUK EL
GHARB / UNIVERSITÉ DE
BAALAMAND (UOB)**



PALESTINE

Les eaux souterraines des quatre principaux bassins, trois en Cisjordanie et un dans la bande de Gaza, sont les principales sources d'eau. En Cisjordanie, la disponibilité et l'accessibilité de la ressource sont des défis majeurs en raison de contraintes techniques, financières, et organisationnelles.

Le contrôle israélien sur les projets d'infrastructures, les quantités prélevées et les déplacements des personnes compliquent la situation. Bien que le taux de desserte en eau soit de plus de 90 %, la continuité du service est rarement assurée 24h/24 et les habitations disposent de réservoirs sur les toits pour stocker l'eau livrée quelques heures par jour.

ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ENTRE LA COLLECTIVITÉ EAU DU BASSIN RENNAIS ET LA MUNICIPALITÉ DE BEITUNIA POUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET À L'ASSAINISSEMENT DES HABITANTS DE BEITUNIA

Dates de réalisation : 2025-2027



Descriptif

Travaux de rénovation et d'amélioration du réseau d'eau potable de Beitunia. Travaux de pose du réseau de la collecte des eaux usées des quartiers nord. Formation des techniciens de Beitunia et Ramallah à l'entretien et la maintenance du réseau d'eau et d'assainissement. Sensibilisation au projet et valorisation du partenariat auprès des populations du bassin rennais et de Beitunia.

Bénéficiaires : 33 000 personnes
Partenaires locaux : Autorité Palestinienne de l'Eau (PWA), Municipalité de Beitunia, Municipalité de Ramallah
Budget total : 1 800 000 €
Bailleurs : Collectivité Eau du Bassin rennais, Société Publique de l'eau de Rennes, Rennes Métropole, Agence Française de Développement (AFD), Agence de l'eau Loire Bretagne

ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ENTRE LE DÉPARTEMENT DE L'AUDE ET LA MUNICIPALITÉ DE JALBOUN POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS D'ACCÈS À L'EAU POTABLE

Dates de réalisation : 2022 - 2025

Descriptif

Création et accompagnement d'un service municipal de l'eau. Formations techniques et sur la gouvernance du service. Fourniture d'équipements pour interventions sur le réseau. Extension du réseau et raccordements domiciliaires. Actions de sensibilisation et d'information des bénéficiaires.

Bénéficiaires : 3 100 personnes
Partenaire local : Municipalité de Jalboun
Budget total : 440 000 €
Bailleurs : Conseil départemental de l'Aude, Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères



ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ENTRE LA VILLE DE LESCAR ET LA MUNICIPALITÉ DE BEIT FAJJAR POUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET À L'ASSAINISSEMENT

Dates de réalisation : 2025 - 2027



Descriptif

Travaux de rénovation et d'extension du réseau d'eau. Renouvellement des anciens compteurs d'eau par des compteurs volumétriques à prépaiement. Appui à la régie municipale pour renforcer la gestion et l'exploitation. Ouverture à l'assainissement : réalisation d'une étude diagnostic et d'un plan directeur pour l'assainissement collectif.

Bénéficiaires : 5 000 personnes
Partenaire local : Municipalité de Beit Fajjar
Budget total : 330 000 €
Bailleurs : Ville de Lescar et partenaires, Agence de l'eau Adour Garonne, Conseil régional Nouvelle Aquitaine, Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

Europe de l'Est



NOS PARTENAIRES LOCAUX : Handicap International (HI) (lead consortium), Ukrainian Deminers Association (partenaire de mise en œuvre d'HAMAP-Humanitaire)



UKRAINE

La crise humanitaire en Ukraine continue de s'aggraver en 2025. Selon le HNRP, 12,6 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire et 5,4 millions nécessitent un appui en Action contre les Mines (ACM) en raison de la contamination massive par les engins explosifs (EE). L'Ukraine est aujourd'hui le pays le plus contaminé au monde, avec environ 139 000 km² de territoire suspectés ou confirmés comme affectés par des mines et restes explosifs de guerre. L'évolution des lignes de front limite fortement les déplacements civils et l'accès aux terres et aux services essentiels.

Selon Demine Ukraine, 27 % des zones affectées ont été restituées, principalement grâce aux enquêtes non techniques, tandis que le déminage technique reste limité et concentré sur les infrastructures critiques, laissant de vastes zones agricoles et résidentielles contaminées dans de nombreux oblasts.

Par ailleurs, jusqu'à 14 000 km² de rivières, réservoirs et systèmes d'irrigation pourraient être affectés par des engins explosifs submergés, une

contamination encore largement non évaluée qui freine la sécurité des civils, la réhabilitation des infrastructures et la reprise économique. Les capacités nationales de dépollution subaquatique demeurent insuffisantes pour répondre aux besoins humanitaires à grande échelle.

L'action contre les mines subaquatiques est désormais reconnue comme une priorité nationale, avec des orientations récentes du ministère de la Défense

portant sur la standardisation, la certification et le renforcement de la formation, appelées à être intégrées dans la Stratégie nationale de l'ACM en 2026.

Une réponse efficace nécessite à la fois le renforcement des actions de restitution des terres et le développement de capacités nationales de dépollution subaquatique, afin d'assurer une réponse humanitaire coordonnée et durable.

PHASE PRÉPARATOIRE À LA MISE EN ŒUVRE D'OPÉRATIONS HUMANITAIRES DE DÉMINAGE TERRESTRE ET SUBAQUATIQUE DANS L'EST DE L'UKRAINE

Dates de réalisation
1^{er} décembre 2025 – 31 août 2026



Environ 139 000 km²
de territoire suspectés ou confirmés comme affectés par des mines et restes explosifs de guerre ; jusqu'à 14 000 km² de rivières, réservoirs et systèmes d'irrigation pourraient être affectés par des engins explosifs submergés



Descriptif

Ce projet constitue une phase préparatoire visant à permettre à Handicap International et HAMAP de mener des opérations de restitution des terres et de dépollution dans l'est de l'Ukraine. Le consortium cherche à renforcer ses capacités afin de contribuer aux efforts nationaux de déminage humanitaire et de réduire l'impact des engins explosifs sur les communautés les plus exposées.

Le projet s'articule autour de deux volets principaux :

1. le renforcement des capacités techniques à travers le recrutement et la formation du personnel aux techniques de dépollution terrestre (enquêtes techniques, déminage manuel, premiers secours avancés) ainsi qu'à la dépollution subaquatique ;

2. le renforcement des capacités opérationnelles et logistiques, incluant l'élaboration de plans de travail, de cadres logistiques et sécuritaires, de procédures opérationnelles standard (SOP), ainsi que l'acquisition des équipements nécessaires.

Cette phase préparatoire permettra une transition rapide vers des opérations de dépollution dès l'obtention de l'accréditation, contribuant à un accès plus sûr aux terres contaminées et au relèvement humanitaire.

Bénéficiaires : 14 individus bénéficiant directement des activités du projet (dont 6 plongeurs-démineurs formés par HAMAP-Humanitaire)

Partenaire local : Ukrainian Deminers Association (UDA)

Budget total : 1 000 000 €

Bailleurs : HI, Centre de Crise et de Soutien (CDCS)

TÉMOIGNAGE



"Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) estime à environ 13500 km² d'étendues d'eau contaminées par les restes explosifs de guerre en Ukraine. Les munitions immergées présentent des risques environnementaux significatifs qui évoluent avec le temps en raison du contact prolongé avec l'eau. Ces risques se divisent principalement en menaces toxicologiques pour la faune et la flore et en dangers liés aux explosions. L'objectif du programme de HAMAP Humanitaire en Ukraine sera de former une équipe de 6 plongeurs démineurs de notre partenaire local UDA dans le but de réduire ces risques. La formation, d'une durée de 3 mois, autant exigeante physiquement que techniquement, enseignera aux futurs plongeurs démineurs les lois physiques appliquées à la plongée, la physiologie hyperbare, les méthodes de recherche subaquatique et les techniques de neutralisation des engins explosifs immergés."

CÉDRIC TISSERAND, EXPERT SENIOR PLONGÉE/DÉMINAGE EN UKRAINE

COMPTE DE RÉSULTAT EXERCICE 2025

CHARGES	ANNÉE 2025	ANNÉE 2024	PRODUITS	ANNÉE 2025	ANNÉE 2024
Charges d'exploitation	7 279 173 €	7 902 112 €	Produits d'exploitation	7 003 618 €	7 919 530 €
			Vente de marchandise et services	75 212 €	162 635 €
Frais généraux	240 580 €	238 412 €	Subventions	4 677 007 €	3 923 320 €
Projets et missions	3 267 165 €	4 270 174 €	Cotisations	2 635 €	2 660 €
Charges du personnel	854 969 €	1 243 668 €	Dons	15 650 €	18 579 €
Autres charges	-	417 €	Mécénats/dons privés ciblé	171 045 €	189 812 €
Impôts et taxes	40 210 €	85 085 €	Autres produits divers	859 €	69 €
Report en fonds dédiés	2 862 098 €	2 061 208 €	Reprise de fonds dédiés	2 061 208 €	3 609 544 €
Dotation aux amortissements et provisions	14 150 €	3 147 €	Reprise sur amortissement et transfert de charges		12 912 €
Charges financières	472 €	12 516 €	Produits financiers	21 717 €	51 842 €
Charges exceptionnelles	-	228 €	Produits exceptionnels		
Résultat (excédent)		56 516 €	Résultat (déficit)	254 310 €	
TOTAUX	7 279 645 €	7 971 372 €	TOTAUX	7 279 645 €	7 971 372 €

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	ANNÉE 2025	ANNÉE 2024		ANNÉE 2025	ANNÉE 2024
Emplois des contributions volontaires en nature	677 118 €	281 713 €	Contributions volontaires en nature	677 118 €	284 713 €
Prestations en nature	17 270 €	35 510 €	Prestations en nature	17 270 €	35 510 €
Secours en nature	25 226 €	11 458 €	Dons en nature	25 226 €	11 458 €
Personnel bénévole	634 622 €	234 745 €	Bénévolat et mécénat de compétences	634 622 €	237 745 €

BILAN EXERCICE 2025

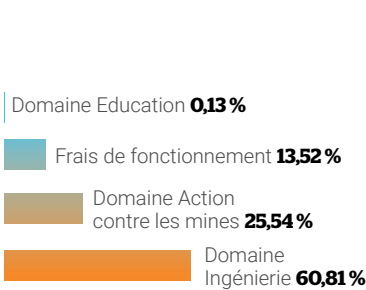
ACTIF	ANNÉE 2025	ANNÉE 2024	PASSIF	ANNÉE 2025	ANNÉE 2024
Immobilisations	24 086 €	47 840 €	Fonds associatifs	177 668 €	431 978 €
Incorporelles	0 €	0 €	Fonds propres	65 060 €	65 060 €
Corporelles	20 974 €	44 682 €	Fonds associatif de réserve	0 €	0 €
Amortissement Immo corporelles	2 807 €	3 158 €	Réserves	0 €	0 €
Financières	305 €	0 €	Report à nouveau	366 918 €	310 402 €
			Résultat de l'exercice	-254 310 €	56 516 €
Actif circulant	0 €	0 €			
Stocks	0 €	0 €	Fonds dédiés	2 862 098 €	2 061 208 €
			Education	9 886 €	13 004 €
			Santé	8 733 €	8 733 €
			Action contre le mines	2 021 133 €	585 675 €
			Ingénierie	725 908 €	1 328 798 €
			Autres	96 439 €	124 999 €
			Provisions	10 000 €	0 €
Créances	692 764 €	671 260 €	Provisions	10 000 €	
Créances sur adhérents	0 €	0 €			
Créances clients	22 668 €	25 937 €	Dettes	102 718 €	140 787 €
Autres créances	670 096 €	645 323 €	Dettes financières	1 €	0 €
			Fournisseurs et comptes rattachés	10 889 €	14 872 €
Disponibilités	2 465 187 €	1 910 037 €	Dettes fiscales et sociales	79 828 €	125 915 €
Placement de trésorerie	2 104 923 €	1 637 533 €	Autres dettes	12 000 €	0 €
Banques	349 050 €	255 929 €			
Caisse	11 214 €	16 576 €	Charges à payer	0 €	0 €
Charges constatées d'avance	17 303 €	4 835 €	Produits constatés d'avance	46 856 €	0 €
TOTAUX	3 199 340 €	2 633 973 €	TOTAUX	3 199 340 €	2 633 973 €

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES 2025

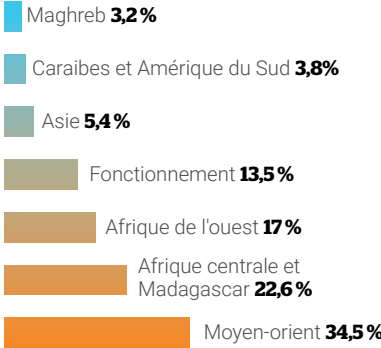
Emploi	2025	Emploi des ressources issues de la générosité du public	Emploi des autres ressources	Ressource	2025	Suivi des ressources issues de la générosité du public
Mission sociale à l'étranger	3 820 300 €	172 645 €	3 647 655 €	Ressources issues de la générosité du public	189 330 €	189 330 €
Domaine Ingénierie	x	165 655 €	2 520 608 €	Cotisations non affectées	2 635 €	2 635 €
Domaine Santé	- €	- €	- €	Dons non affectés	15 650 €	15 650 €
Domaine Education	5 917 €	6 990 €	-1 073 €	Dons ciblés	7 130 €	7 130 €
Domaine Action contre les mines	1 128 119 €	- €	1 128 119 €	Mécénat ciblé	163 915 €	163 915 €
Frais d'appel à la générosité du public			- €	Ressources non liées à la générosité du public	97 789 €	
Frais de fonctionnement	597 246 €	14 050 €	583 196 €	Parrainage d'entreprise	- €	
Dotations aux provisions	- €	- €	- €	Ventes et prestations de service	75 212 €	
Impot sur les bénéfices	- €	- €	- €	Autres produits	22 577 €	
Reports en fonds dédiés de l'exercice	2 862 098 €	- €	2 862 098 €	Subventions et concours publics	4 677 007 €	
TOTAL	7 279 645 €	186 695 €	7 092 950 €	Reprises sur provisions et dépréciations	- €	
Excédent	0 €	- €	- €	Reprise fonds dédiés	2 061 208 €	
				Déficit	254 310 €	
TOTAL	7 279 645 €	186 695 €	7 092 950 €	TOTAL	7 279 645 €	189 330 €

			Total des emplois financés par les ressources issues de la générosité du public	- €	189 330 €
			Solde des ressources collectées auprès du public, non affectées et non utilisées en fin d'exercice		

UTILISATION DES RESSOURCES PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ



UTILISATION DES RESSOURCES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



2Mains // APIT Humanitaire-Développement // Association ACD // Association Azimut // Association BEOG NEFRE // Association

Downloaded from <http://ajphaphysocpharm.sagepub.com/> at 11:01 11 November 2014



...the ...





AIDEZ-NOUS À FAIRE PLUS

Vous pouvez nous soutenir grâce à un don ponctuel ou régulier* sur notre site <http://www.hamap-humanitaire.org>



*HAMAP-Humanitaire est une ONG reconnue à caractère d'intérêt général, elle peut donc émettre un reçu fiscal aux donateurs ayant effectué un don. La défiscalisation se fait à hauteur de 66% du montant du don dans la limite de 20% du revenu imposable. Les entreprises, quant à elles bénéficient d'un taux de 60% du montant de leur don dans la limite de 0.5% de leur chiffre d'affaires hors taxes.



ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE
221 avenue du Président Wilson – 93210 SAINT-DENIS - France
T +33 (0)1 43 75 44 68 E contact@hamap.org
www.hamap-humanitaire.org